introduction

La vie terrestre telle que nous la connaissons serait impensable sans la mer qui couvre plus de 71 pour cent de la surface du globe. La mer date d'à peu près la même époque que la terre elle-même: quelque quatre milliards d'années. Le premier signe de vie, le premier protoplasme doivent leurs origines à la chaude salinité des océans.

Tel les poissons, les oiseaux et les mammifères, l'homme porte dans ses veines ces origines marines. La mer nous a formés, de même que la majeure partie des terres que nous habitons. Mer, terre et homme vivent d'ailleurs sous le signe de l'interdépendance. Nous devons ainsi partiellement à la mer l'oxygène que nous respirons et la stabilité de nos climats.

L'histoire même de l'humanité est liée aux océans. On imagine les sentiments de crainte et de terreur de l'homme primitif lorsqu'il fit face pour la première fois à cette immensité dont il ne pouvait connaître les secrets. Mais peu à peu, l'homme a maîtrisé sa peur de la mer. La nécessité et l'esprit d'aventure aidant, il a appris à en tirer sa subsistance et à s'en servir pour ses déplacements.

Cette faculté de naviguer les mers a eu une profonde influence sur le destin de l'humanité. Dès l'époque des Phéniciens et des Grecs, l'art de la navigation a permis la découverte de terres inconnues, l'établissement de liens commerciaux et culturels entre des peuples d'origines et de coutumes diverses et, même si les effets n'en furent pas toujours bénéfiques, la création de vastes empires reposant sur la conquête ou la domination économique.

La liberté des mers

En fait, ce fut précisément la compétition

acharnée parmi les marines de guerre et les flottes marchandes qui mena aux premières normes juridiques de gestion des océans. Les puissances maritimes du XVI^e et du XVII^e siècle—l'Angleterre, la France, l'Espagne, le Portugal et la Hollande—se livrèrent d'incessants combats pour s'assurer la domination des principales voies maritimes afin d'établir leurs vastes empires coloniaux. Un nouvel ordre juridique s'imposait pour départager leurs revendications. En 1609, à la suite de longues discussions entre juristes mais surtout à la lumière de l'équilibre des forces existant alors, apparut la doctrine de la "liberté des mers" qui devait par la suite être adoptée par une grande majorité des peuples, même si elle ne fut jamais suivie de façon uniforme par tous les états.

La liberté des mers signifie qu'un pays ne pouvait exercer sa souveraineté qu'en-deçà de ses eaux intérieures et d'une bande maritime étroite, le long de ses côtes, appelée "mer territoriale". Cette étroite zone fut généralement limitée à trois milles marins mais, dès le début, il y eut des exceptions à cette coutume. Au-delà de la mer territoriale s'étendait la haute mer où régnait un régime de liberté quasi totale. Les navires du monde entier y circulaient à leur gré, obéissant aux seules lois de leur souverain; la pêche y était libre et accessible à tous et, à une époque plus rapprochée, la pose de câbles ou de pipelines et la recherche scientifique. Jusqu'à tout récemment encore, tout y était permis hormis la piraterie et l'esclavage.

Ces deux concepts, souveraineté sur la mer territoriale et liberté en haute mer, sont demeurés jusqu'au XXI^e siècle les deux fondements du droit international de la mer. Le système juridique édifié sur ces deux principes se développa par la pra-

Les r
logie
déce
cons
cent
Conf

La p
mont
la po
tion d